

Direction du Numérique et des systèmes
d'information

Règlement de consultation (R.C.)

Référencement au SAD et attribution des marchés spécifiques

MP24-04

Acheteur:

Agence de services et de paiement (ASP)
2, rue du Maupas
87040 LIMOGES cedex 1

Objet de la consultation : Système d'acquisition dynamique (SAD) pour la fourniture de licences informatiques

INFORMATIONS ESSENTIELLES SUR LA PROCEDURE	
Procédure de passation	SAD en application des articles R.2162-37 à R.2162-51 du code de la commande publique
Fonctionnement	Tout opérateur économique peut demander à entrer, à tout moment, dans le SAD pendant sa durée de validité. Toutefois les opérateurs dont la candidature n'est pas réceptionnée et acceptée avant la publication d'un marché spécifique ne peuvent participer à ce marché spécifique.
Date limite de remise des candidatures	A partir du 02/03/2024 : Pas de date fixée le dépôt d'offre peut être réalisé tout au long de la durée d'exécution
Date d'entrée en vigueur du SAD	01/03/2024
Durée du SAD	10 ans (120 mois)
Délai d'examen des candidatures	10 jours (15 jours en cas de demande de compléments). Ce délai peut être prolongé pour phase initiale de remise des candidatures.
Modalités de remise des candidatures	Transmission électronique obligatoire – cf annexe 1 au RC « Dématérialisation »
Signature électronique	Voir annexe 1 au présent RC relative à la dématérialisation.
Sélection des candidatures Pièces à remettre par les candidats	Voir article 8
Critères de sélection	Voir article 9

SOMMAIRE

1.	Identification de l'acheteur	4
2.	Objet de la consultation	4
3.	Procédure	4
4.	Principe de fonctionnement du SAD	5
5.	Contenu du règlement de la consultation	5
6.	Caractéristiques générales	6
6.1	Valeurs estimées des besoins par catégorie	6
6.2	Durée	6
6.3	Clause d'insertion par l'activité économique	6
7.	Candidatures - généralités	6
7.1	Forme juridique des candidats	6
7.2	Sous-traitance	7
8.	Candidater au SAD	8
8.1	Retrait du dossier de consultation (DC) « candidature »	8
8.2	Contenu du DC « candidature »	8
8.3	Remise des candidatures	8
8.4	Actualisation des candidatures	8
9.	Examen et agrément des candidatures	9
10.	Modalités de passation des marchés spécifiques	9
10.1	Date limite de réception des offres	9
10.2	Demandes de renseignements complémentaires et questions	10
10.3	Modification des documents de la consultation	10
10.4	Prolongation du délai de réception des offres	10
10.5	Présentation de l'offre et remise des plis	10
10.6	Examen des offres	10
10.7	Critère d'attribution et méthode de notation des offres	10
10.8	Délai de validité des offres	11
10.9	POC (proof of concept)	11
11.	Attribution des marchés spécifiques	11
11.1	Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve	11
11.2	Interdiction d'attribution	11
11.3	Mise au point	11
11.4	Signature des marchés spécifiques	12
12.	Clauses complémentaires	12

1. Identification de l'acheteur

ASP – Agence de services et de paiement
2 rue du Maupas
87040 Limoges cedex 1
Téléphone : 05 55 12 00 00
Télécopie : 05 55 12 05 48

2. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la mise en place d'un système d'acquisition dynamique (SAD) et le référencement concernant la fourniture de licences informatiques et de services associés (acquisition /maintenance, souscription, assistance à l'installation, transfert de compétences).

Le SAD se compose de 8 catégories définies comme suit.

Catégories			
N°	Intitulé	Code CPV principal	Code CPV secondaire
1	Organisation et Planification	48000000-8 Logiciels et systèmes d'information	48330000 / 48332000
2	Infrastructure Informatique		48420000 / 48781000
3	Outils de développement et utilitaires		48700000
4	Marketing et communication		48510000 / 48481000
5	Bureautique et outils collaboratifs		48920000
6	Dématérialisation et processus		
7	Sécurité informatique		48730000 / 48732000
8	Gestion des données		48783000

Les prestations attendues sont précisées dans les pièces constitutives de chaque marché spécifique.

3. Procédure

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de passation est celle du système d'acquisition dynamique (SAD), telle que décrite aux articles R.2162-37 à R.2162-51 du code de la commande publique.

Pour les marchés spécifiques, l'ASP se réserve le droit de recourir à des livraisons complémentaires selon les dispositions de l'article R 2122-4 du code de la commande publique, ou à des prestations similaires selon les dispositions de l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

Les marchés spécifiques passés sur son fondement pourront faire l'objet de reconductions.

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier les marchés spécifiques en application des articles R2194-2 à 4 du code de la commande publique dans la limite de 50% du montant initial du marché, et ce afin d'acquérir des fournitures supplémentaires devenues nécessaires et que les marchés spécifiques n'auraient pas permis de réaliser.

L'ASP se réserve la possibilité d'intégrer aux marchés spécifiques une clause de réexamen, en application de l'article R2194-1 du code de la commande publique.

4. Principe de fonctionnement du SAD

Le SAD se définit comme un processus entièrement électronique de passation de marché public par lequel l'acheteur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés spécifiques à un ou plusieurs opérateurs préalablement sélectionnés.

Le SAD se met en œuvre pour chacune des catégories de la façon suivante :

- PHASE 1 : Référencement initial

Un avis d'appel à la concurrence est publié pour une durée de 30 jours minimum. Les opérateurs souhaitant être référencés sur tout ou partie des catégories du SAD remettent leurs candidatures selon les modalités fixées à l'article 8 du présent RC.

L'acheteur dispose de 10 jours pour évaluer les candidatures reçues. Ce délai peut être porté à 15 jours lorsque cela est justifié, notamment parce qu'il est nécessaire d'examiner des documents complémentaires ou de vérifier d'une autre manière si les critères de sélection sont remplis.

L'acheteur notifie l'admission dans le SAD aux candidats concernés. Leur nombre n'est pas limité.

- PHASE 2 : Référencement durant toute la durée de validité du SAD

Tout opérateur économique peut demander à participer au système d'acquisition dynamique pendant sa durée de validité. La demande d'admission est examinée sous dix jours. Ce délai peut être porté à quinze jours lorsque cela est justifié, notamment parce qu'il est nécessaire d'examiner des documents complémentaires ou de vérifier d'une autre manière si les critères de sélection sont remplis.

- PHASE 3 : Passation des marchés spécifiques

A la survenance d'un besoin, l'acheteur lance un marché spécifique. Il invite alors à soumissionner tous les candidats référencés dans la catégorie concernée.

Le délai minimal de réception des offres est fixé à 10 jours. Seuls les opérateurs déjà admis dans le système à la date de lancement du marché spécifique peuvent concourir,

La forme, les caractéristiques (notamment prix, durée,...) et les modalités d'exécution de ces marchés sont définies dans les pièces particulières de chaque marché spécifique.

Pour chaque catégorie, l'acheteur notifie les marchés spécifiques aux entreprises déclarées attributaires.

5. Contenu du règlement de la consultation

Le présent document présente les caractéristiques du SAD, et définit les modalités de candidature pour le SAD et de passation des marchés spécifiques.

Les candidats consultés ne pourront prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le but de répondre à cette consultation, aussi bien pour la phase 1 que pour la phase 2.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement et des documents qui l'accompagnent.

Seule la langue française peut être utilisée. Par conséquent, tous les documents doivent être rédigés en langue française.

6. Caractéristiques générales

6.1 Valeurs estimées des besoins par catégorie

Le présent SAD se compose de 8 catégories, dont les valeurs estimées sont définies comme suit.

Catégories		
N°	Intitulé	Estimation annuelle en €HT
1	Organisation et Planification	475 000
2	Infrastructure Informatique	1 150 000
3	Outils de développement et utilitaires	342 000
4	Marketing et communication	600 000
5	Bureautique et outils collaboratifs	1 318 000
6	Dématérialisation et processus	56 000
7	Sécurité informatique	870 000
8	Gestion des données	2 600 000

6.2 Durée

Le présent SAD est d'une durée de 120 mois à compter du 01/03/2024.

Sa durée pourra être prolongée par la publication d'un nouvel avis d'appel à concurrence, au moins trois (3) mois avant son terme. Cet avis précisera alors les quantités envisagées pour la nouvelle période du SAD.

Les opérateurs déjà admis dans le système n'auront pas besoin de soumettre une nouvelle demande d'admission.

Il peut être mis fin au système d'acquisition dynamique de manière anticipée sur décision du Pouvoir Adjudicateur. Cette décision est notifiée aux opérateurs référencés dans le SAD et donne lieu à la publication d'un avis d'attribution selon les modalités définies aux articles R. 2183-1 à R. 2183-7 du code de la commande publique.

La fin anticipée du système n'ouvre droit à aucune indemnité.

6.3 Clause d'insertion par l'activité économique

L'ASP s'est engagée dans une politique d'insertion des personnes par le travail. C'est pourquoi les marchés spécifiques seront susceptibles d'intégrer des clauses visant à promouvoir l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage, en application de l'article L. 2112-2 à L. 2112-4 et L. 2152-7 à L. 2152-8 du code de la commande publique du 1er avril 2019.

Ces clauses pourront avoir pour conséquence d'exiger de chaque entreprise retenue la réalisation d'une action d'insertion professionnelle intégrée à l'exécution des prestations du marché spécifique.

7. Candidatures - généralités

7.1 Forme juridique des candidats

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément à l'article R 2142-22 alinéa 1 du code de la commande publique, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

En application des dispositions de l'article R2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux opérateurs économiques de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats

individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements. Le fait qu'un opérateur ait présenté une candidature individuelle et comme membre d'un groupement implique de regarder ces candidatures comme irrégulières au sens de l'article L 2152-2 du code de la commande publique.

En revanche, un candidat peut se présenter à la fois en tant que candidat individuel ou membre d'un groupement et en tant que sous-traitant.

L'un des opérateurs économiques, membre du groupement, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonnera les prestations des membres du groupement (mandataire du groupement).

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques ou financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché spécifique.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché (article R 2143-12 du code de la commande publique).

L'ASP se réserve la possibilité de vérifier les références fournies en contactant les personnes indiquées.

7.2 Sous-traitance

Conformément aux dispositions de l'article L 2193-5 et R 2193-1 du code de la commande publique, dès lors que le candidat a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il devra clairement l'indiquer, soit en complétant le formulaire officiel DC4 (déclaration de sous-traitance accessible via ce lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), soit en fournissant les renseignements suivants :

- la nature et l'importance des prestations qui seraient sous-traitées,
- le nom, la raison sociale, le n° SIRET (ou équivalent, pour les sociétés étrangères) et l'adresse du sous-traitant,
- le lieu d'exécution des prestations sous-traitées,
- le montant des prestations sous-traitées en euros hors taxes et les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance,
- dans le cas d'un paiement direct, la domiciliation bancaire du sous-traitant,
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Dans tous les cas, le sous-traitant devra fournir la déclaration prévue à l'article R 2193-1 5° du code de la commande publique (soit en signant le formulaire DC4 précité, rubrique k, soit en fournissant par l'intermédiaire du candidat, une déclaration sur l'honneur signée).

8. Candidater au SAD

8.1 Retrait du dossier de consultation (DC) « candidature »

Le dossier de consultation « candidature » est disponible gratuitement pour tout candidat par retrait sur le site internet PLACE (PLate-forme des AChats de l'Etat) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

8.2 Contenu du DC « candidature »

Formulaire / document	Observations	Attendus
DC1 « Lettre de candidature »	Une même personne physique ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché (art.R2142-4 du code de la commande publique) En cas de groupement : Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.	A produire Téléchargeable au lien suivant : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat
DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement »	En cas de groupement : Fournir 1 formulaire DC2 pour chaque membre du groupement.	
DC4 « déclaration de sous-traitance »	Si une sous-traitance est connue au moment de l'offre, fournir le DC4.	le cas échéant
Pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat	Notamment : Numéro unique d'identification délivrée par l'INSEE ou une structure compétente pour les entreprises étrangères, Délégations de signature,...	A produire
Cadre de réponse aux capacités	Utiliser le modèle de cadre fourni (MP24-04_SADLicences_Candidature_CadreCapacités)	A produire

8.3 Remise des candidatures

Les candidatures et les offres doivent être déposées uniquement par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Elles sont remises selon les modalités décrites à l'article 4 du présent RC.

Les candidats peuvent répondre à une seule catégorie, à plusieurs ou à l'ensemble.

8.4 Actualisation des candidatures

A tout moment au cours de la période de validité du système d'acquisition dynamique, l'acheteur peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la date d'envoi de cette demande.

9. Examen et agrément des candidatures

L'acheteur procède à l'examen des candidatures dans les délais fixés à l'article 4 du présent RC.

Pour l'ensemble des catégories, les candidatures sont évaluées au regard des capacités techniques, opérationnelles et de développement durable des candidats selon les notations indiquées.

	Pondération	Détail
Capacités commerciales et logistiques 75 points		
Capacités commerciales	20 points	Voir SADLLicences_Candidature_CadreCapacités
Produits / Services commercialisés	35 points	
Garantie / Support / SAV	20 points	
Performance RSE 25 points		
Politique générale	5 points	Voir SADLLicences_Candidature_CadreCapacités
Engagements sociaux	10 points	
Engagements environnementaux	10 points	

L'admission au SAD nécessite l'obtention d'une note minimale de 30 points.

10. Modalités de passation des marchés spécifiques

10.1 Date limite de réception des offres

Pour chaque catégorie donnée, l'acheteur invite les candidats référencés au SAD à soumissionner au(x) marché(s) spécifique(s). Cette invitation comprend notamment la date limite et les modalités de remise des offres.

Dans le cas de dépôts successifs par un même soumissionnaire, conformément à la réglementation en vigueur, le principe est que seule la dernière offre reçue est ouverte. Toutefois, s'il est constaté que l'ultime envoi ne comporte qu'une partie des documents exigés, le pli précédent sera également ouvert.

Ainsi, la complétude de l'offre pourra être appréciée au regard de l'ensemble des plis reçus. Mais, en cas d'envois successifs d'un même document, c'est la dernière version reçue qui sera prise en compte.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites ainsi communiquées. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

10.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les délais suivant lesquels les questions et demandes de renseignements complémentaires peuvent être posés et les réponses apportées par l'acheteur sont précisés dans l'invitation à soumissionner de chaque marché subséquent.

En l'absence d'indication spécifique elles devront parvenir au plus tard 9 jours avant la date de remise des offres.

10.3 Modification des documents de la consultation

Le délai jusqu'auquel des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation sont précisés dans l'invitation à soumissionner de chaque marché subséquent.

En l'absence d'indication spécifique, les réponses seront transmises à tous les candidats préalablement identifiés ayant retiré un dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres, dans le module « questions/réponses ».

10.4 Prolongation du délai de réception des offres

Pour chaque marché spécifique, la date limite de réception des offres peut être prolongée selon les modalités de l'article R2151-4 du Code de la commande publique.

10.5 Présentation de l'offre et remise des plis

Les pièces à fournir pour la remise de l'offre seront communiquées dans l'invitation à soumissionner.

Pour la remise des plis, seul le mode de transmission par voie électronique via le site www.marches-publics.gouv.fr est autorisé conformément aux modalités décrites dans l'annexe 1 au présent RC relative à la dématérialisation.

10.6 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

10.7 Critère d'attribution et méthode de notation des offres

Les critères d'attribution et les méthodes de notation des offres seront communiqués dans l'invitation à soumissionner.

Ces marchés spécifiques seront attribués selon les critères de jugement des offres suivants : prix, valeur technique, délais. La pondération de chacun des critères se situera dans les fourchettes suivantes :

- o Prix : entre 50 et 100%
- o Valeur Technique : entre 0 et 80%
- o Délai : 0 et 20%

10.8 Délai de validité des offres

Les offres sont valables 6 mois à compter de la date limite de remise des offres.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres. Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

10.9 POC (proof of concept)

Certains marchés spécifiques peuvent donner lieu à la mise en place de POC. Les modalités techniques et de mise en concurrence sont alors fixées dans l'invitation à soumissionner. Le volume de prestations associées ne pourra excéder 10 jours.

11. Attribution des marchés spécifiques

Chaque marché spécifique est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans l'invitation à soumissionner.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

11.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer un marché spécifique n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves relatifs aux motifs d'exclusion que l'acheteur peut obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis

En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuves directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

11.2 Interdiction d'attribution

Est exclu de la procédure tout soumissionnaire auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...).

11.3 Mise au point

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes d'un marché spécifique. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du marché spécifique concerné.

11.4 Signature des marchés spécifiques

Chaque marché spécifique est signé **électroniquement** par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement ou d'un document équivalent (type contrat simplifié, CCP valant acte d'engagement ...) qui lui est adressé par l'acheteur.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues dans l'annexe 1 « dématérialisation ».

12. Clauses complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être demandés auprès de courriel : appui-mp@asp-public.fr

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Limoges - Greffe du tribunal -1 cours Vergniaud -87000 LIMOGES
Tel. +33 555339155 - Fax. +33 555339160 - Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Limoges - Greffe du tribunal -1 cours Vergniaud -87000 LIMOGES
Tel. +33 555339155 - Fax. +33 555339160 - Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr